



Chine-Zimbabwe: unis face à l'unilatéralisme occidental

Par [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

Mondialisation.ca, 21 janvier 2020

[Observateur continental](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#), [Asie](#)

Thème: [Économie](#)

Traditionnellement, le ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine se rend à chaque début d'une nouvelle année en terre africaine, une tradition qui ne change pas depuis les trente dernières années. Mais au-delà de l'aspect traditionnel de telles visites, le chef de la diplomatie chinoise Wang Yi a fait plusieurs déclarations importantes.

Le fait que l'Afrique représente l'une des principales priorités de la politique extérieure de Pékin est un fait connu. Parmi les principaux partenaires de l'Empire du Milieu sur le continent on retrouve évidemment le Zimbabwe. Les relations bilatérales ne datent d'ailleurs pas de l'époque récente, sachant que la Chine avait participé, tout comme en son temps l'URSS, au soutien à la lutte du peuple zimbabwéen contre le néocolonialisme britannique.

S'exprimant en conférence de presse avec son homologue zimbabwéen Sibusiso Moyo http://french.xinhuanet.com/afrique/2020-01/13/c_138701227.htm, le haut représentant chinois au-delà de rappeler la longue histoire de coopération et d'amitié qui lie la Chine à l'Afrique, et notamment au Zimbabwe, n'a en outre pas manqué de faire des déclarations qui ne plairont probablement pas à l'establishment occidental.

A commencer par l'appel de mettre fin aux sanctions occidentales unilatérales visant le Zimbabwe (des sanctions principalement étasuniennes et britanniques), exprimant ainsi sa solidarité avec Harare et les autres pays africains ayant participé à cet appel. «Les sanctions unilatérales imposées au Zimbabwe par certains pays et institutions n'ont aucune base en termes de droit international, et portent atteinte aux droits et aux intérêts de développement légitimes du Zimbabwe», a déclaré M. Wang.

Mais ce ne fut pas tout. Le conseiller d'Etat chinois et ministre des Affaires étrangères Wang Yi s'en est également pris à «l'unilatéralisme, des politiques de pouvoir et à la mentalité de la guerre froide» de certains Etats. Ajoutant qu'il était important de renforcer la communication et la coordination sino-africaines, de démontrer le pouvoir de la solidarité et de générer une voix unique pour préserver les droits légitimes des peuples chinois et africains dans le but de s'opposer à l'ingérence extérieure, de poursuivre l'équité et la justice et d'obtenir une vie meilleure.

Ce qui est intéressant à noter dans ces déclarations du chef de la diplomatie chinoise, c'est que désormais Pékin accentue sa voix non plus seulement sur les questions d'ordre économique le liant fortement avec les Etats africains, mais qu'on y retrouve une voix politico-diplomatique de première envergure, axée sur la défense de la multipolarité, sur le

soutien à ses alliés, et une opposition ouverte et officielle aux politiques d'un certain nombre de capitales, qui se reconnaîtront sans aucun doute.

Et connaissant tout le poids et la puissance du pays qu'il représente, que ce soit démographiquement, économiquement, politiquement et militairement parlant, il est bien peu probable que ces appels passent inaperçus. Ni du côté des pays occidentaux. Ni du côté des pays africains qui attachent une très grande importance aux déclarations venant de Pékin - devenu depuis déjà plusieurs années le principal partenaire économique-commercial du continent.

Pour revenir maintenant à la question des sanctions, y compris celles qui visent particulièrement le Zimbabwe (mais pas seulement), l'Occident politique - qui adorait depuis la fin de l'URSS à parler de sa capacité à faire isoler les Etats désobéissants - ne court-il pas au final le risque de se retrouver soi-même dans l'isolement?

Rien n'est impossible dans cette nouvelle ère. Représentant pas plus de 10% de la population terrestre, sachant d'autant plus que nombre de citoyens de pays occidentaux sont loin d'être solidaires avec leurs gouvernements respectifs, ayant en face des puissances dites «émergentes» qui dépassent déjà et dans plusieurs secteurs les économies dites «développées», les élites occidentales feraient au contraire bien mieux de sauter dans le dernier wagon du train multipolaire déjà en marche. Surtout face au duo russo-chinois au Conseil de sécurité de l'ONU et à la grande majorité de pays n'appartenant pas au monde occidental. L'Afrique, à elle seule, représente plus d'une cinquantaine de pays-membres de l'ONU, parmi lesquels de nombreux assument aujourd'hui pleinement leur indépendance et leur souveraineté. La minorité sanctionnant donc une majorité risque fortement à terme de se retrouver soi-même sanctionnée et isolée.

Mikhail Gamandiy-Egorov

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Mikhail Gamandiy-Egorov](#), [Observateur continental](#), 2020

Articles Par : [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez

demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca